INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 3 décembre 2021**

* Au terme d’une séance volatile, les Bourses européennes ont clôturé dans le rouge ce vendredi. Ainsi, le CAC 40 a reculé de 0,44% à 6 765,52 points et l’EuroStoxx 50 a fléchi de 0,94% à 4 069,27. A Wall Street, c’est également le rouge qui domine en fin d’après-midi, avec un Dow Jones et un Nasdaq Composite abandonnant respectivement 0,52% et 2,35%.
* Si les places du Vieux ont tenté de rebondir dans la matinée, ainsi qu'en début d'après-midi, ces velléités ont fait long feu. La prudence reste définitivement de rigueur alors que la menace Omicron plane sur les marchés.
* De plus, James Bullard, l'influent président de la Fed de de Saint-Louis, a confirmé son opinion selon laquelle la banque centrale américaine doit agir rapidement face à la pression inflationniste et donc resserrer sa politique monétaire plus rapidement que prévu.
* Sur le plan des statistiques, la journée s'est révélée très chargée. Dans la zone euro, IHS Markit a prévenu que l'accélération de la croissance, mise en évidence par les données définitives PMI du mois de novembre, risque de se révéler éphémère. De leur côté, les ventes au détail ont progressé comme prévu de 0,2% en octobre.
* Aux Etats-Unis, seulement 210 000 emplois ont été créés dans le secteur privé non agricole au mois de novembre, alors que les économistes tablaient sur…530 000.
* Vendredi, la tonne de CO2 a dépassé pour la première fois la barre des 80 euros sur le marché européen. Depuis le début de l’année, le prix des « droits à polluer » affiche ainsi un gain de 140%. La flambée du cours du gaz incite les producteurs d’électricité à se tourner vers le charbon, moins cher mais plus polluant. Ces producteurs sont donc contraints d’acheter davantage de quotas carbone pour compenser les émissions de CO2 supplémentaires.
* Cette semaine, la couronne tchèque a progressé de 1% face à l'euro, un euro s’échangeant contre 25,40 couronnes tchèques. La Banque centrale tchèque (CNB) a prévenu que l’inflation pourrait dépasser la barre des 7% en novembre, après avoir franchi la barre des 6% en octobre. Ce chiffre s'avère bien supérieur à la fourchette cible de l'institution (entre 1% et 3%) et plaide pour une poursuite du cycle de resserrement monétaire en cours.
* En novembre 2021, la croissance de l’activité dans le secteur privé français a connu une accélération, celle-ci ayant affiché un plus haut de 4 mois, selon les données définitives du bureau d’études IHS Markit. Ainsi, l’indice des directeurs d’achat (PMI) Composite est finalement ressorti à 56,1 contre 56,3 en estimation préliminaire et après 54,7 en octobre. De son côté, le PMI dans les services a atteint 57,4 en novembre 2021, contre 58,2 en estimation préliminaire et après 56,6 en octobre.
* Le FMI est parvenu à un accord avec les autorités zambiennes dans le cadre de la facilité de crédit élargie (FEC) pour 2022-2025, "afin de contribuer à rétablir la stabilité macroéconomique et à jeter les bases d'une reprise économique inclusive" dans le pays. Cette aide financière porte sur un montant d'environ 980 millions de droits de tirage spéciaux, soit 1,4 milliard de dollars. Elle a été accordée à condition que mes autorités entreprennent des réformes économiques "audacieuses et ambitieuses".

**SOCIETES**

* Au chapitre des valeurs, Thales (+1,16%) a profité de la commande historique de Rafale passée par les Emirats Arabes Unis auprès de Dassault Aviation (+6,48%).
* En revanche, Valneva (-14,48%) a lourdement chuté suite à la déception des investisseurs concernant l'efficacité de la dose de rappel de son vaccin anti-Covid.
* C’est un contrat historique pour Dassault Aviation. Les Emirats Arabes Unis ont signé le 3 décembre un accord portant sur l’acquisition de 80 Rafale et des hélicoptères Caracal, pour un montant de 17 milliards. Les avions de combat seront au standard F4, dont l’Armée de l’Air des Émirats sera la première utilisatrice en dehors de la France. Les premiers Rafale seront livrés à partir de 2027 et jusqu'en 2031. Cette commande a été annoncée à l’occasion d’une tournée régionale d’Emmanuel Macron dans le Golfe. En Bourse, les investisseurs jubilent : Dassault Aviation décolle de 8,32% à 91,15 euros.

" Après les Mirage 5 et les Mirage 2000, ce contrat Rafale vient consacrer la relation stratégique qui unit nos deux pays et la satisfaction de l'Armée de l'Air des Émirats Arabes Unis ", a commenté Eric Trappier, le PDG de Dassault Aviation.

" Ce contrat est une très bonne nouvelle pour la France et pour son industrie aéronautique, pour tout l'écosystème des 400 entreprises, grandes et petites, qui contribuent au Rafale : ce sont des milliers d'emplois qui sont assurés dans la prochaine décennie pour notre secteur ", a ajouté le dirigeant.  
Depuis septembre 2020, le Rafale a multiplié les succès, séduisant tour à tour la Grèce, l'Egypte et la Croatie. De son côté, l'Indonésie s'est montrée très intéressée et une bonne nouvelle pourrait être annoncée en 2022.

En 2020, Dassault Aviation avait livré 13 Rafale Export, contre 26 en 2019.

* Les nouvelles ambitions de Bureau Veritas, présentées vendredi au cours de son Capital Markets Day, ne convainquent pas les investisseurs. Le titre du spécialiste de la certification chute en effet vendredi de 4,9% à 27,2 euros après la présentation de ses objectifs à l'horizon 2025. Le groupe a déclaré qu'il visait "une croissance modérée à un chiffre" d'ici quatre ans, une marge supérieure à 16%, ainsi qu'une conversion du cash supérieure à 90%.

Pour atteindre ses objectifs, Bureau Veritas a présenté une feuille de route qui s'articule autour de trois moteurs de croissance. Le volet "Scale" vise à "tirer le maximum de valeur de ses actifs, capacités et implantations géographiques existantes, en accélérant la standardisation et la réplication de son offre de services".

Le second volet, "Expand", "passera par une pénétration renforcée des marchés en expansion et à forte valeur ajoutée, et par la saisie d'opportunités de croissance tant organiques qu'externes" et se se concentrera notamment sur les enjeux de durabilité et la transition énergétique.

Enfin, le volet "Lead" permettra d'investir dans de nouvelles activités qui ont le potentiel de faire partie intégrante du secteur du TIC à l'avenir.

La feuille de route du groupe comporte également des objectifs en matière de RSE. Bureau Veritas souhaite notamment porter à 35% le taux de féminisation des postes de direction, à 35h le nombre d’heures de formation par employé et par an, et veut limiter les émissions annuelles de CO2 par employé à 2 tonnes.

* Le groupe LDLC recule de 2,9% vendredi à 50,50 euros par action, pénalisé par des perspectives à court terme plutôt décevantes selon les investisseurs. En effet, le distributeur en ligne de matériel informatique a annoncé que les perturbations dans les chaînes d'approvisionnement réduirait la disponibilité des cartes graphiques de 35% pour le trimestre de Noël, une période capitale pour le secteur. Par conséquent, la société anticipe un chiffre d'affaires annuel d'environ 750 millions d'euros, soit la fourchette basse de ses objectifs, avec un EBE proche de 70 millions d'euros.
* Valneva chute de 15% à 23,24 euros. La revue britannique Lancet a dévoilé les résultats de l'étude "COV-Boost" menée par l'Université de Southampton. L'objectif était de déterminer l'efficacité de sept vaccins en rappel d'une vaccination complète (deux doses) d'AstraZeneca ou de Pfizer/BioNTech. Malheureusement, des sept vaccins, seul un n'apporte aucune immunité supplémentaire chez les vaccinés Pfizer/BionTech : celui de Valneva. En revanche, les sept rappels renforcent l'immunité pour les vaccinés avec AstraZeneca. Les rappels les plus efficaces sont ceux de Pfizer/BioNTech et Moderna.

Il s'agit d'une mauvaise nouvelle pour Valneva qui lorgnait le marché de troisième dose ou dose de rappel. D'autant que le vaccin Pfizer/BionTech domine largement celui de la couverture classique de deux doses.

En novembre, 78% des vaccins contre le Covid inoculés aux Etats-Unis étaient siglés Pfizer/BioNtech et 80% en Europe

Le vaccin est en effet le médicament le plus vendu en un an de l'histoire (2,3 milliards de vaccins écoulés pour un chiffre d'affaires de 36 milliards de dollars pour Pfizer).

Cet échec a relégué au second plan des nouvelles plus favorables. L'Europe a ainsi débuté l'étude accélérée du vaccin anti-covid en vue d'un éventuel feu vert au court du premier trimestre. Par ailleurs, le groupe en a commencé la production. Enfin, selon de premières recherches, le vaccin serait efficace contre Omicron.

* Société Générale a annoncé l’abandon définitif des deux procédures judiciaires engagées par le Département américain de la Justice ("DoJ") concernant, d’une part, les soumissions IBOR de Société Générale et certaines opérations impliquant des contreparties libyennes et, d’autre part, le respect des sanctions économiques américaines. En demandant aux tribunaux d’abandonner ces procédures judiciaires, le DoJ a reconnu que Société Générale avait rempli ses obligations au titre des accords de suspension des poursuites ("DPA" ou deferred prosecution agreement).

Ces deux décisions, rendues les 30 novembre 2021 et 2 décembre 2021 par les tribunaux fédéraux américains, font suite à l'expiration de l'accord de suspension des poursuites conclu par Société Générale en novembre 2018avec les autorités américaines en matière de sanctions économiques américaines, ainsi qu'à l'expiration de l'accord de suspension des poursuites conclu par Société Générale avec le DOJ en juin 2018 dans les dossiers IBOR et contreparties Libyennes.

Le DPA de juin 2018 avait fait l'objet d'un accord concomitant avec le Procureur de la République Financier (PRF) (convention judiciaire d'intérêt public) concernant le dossier Libyen. Dans ce dossier, le PRF avait rendu un avis d'extinction des poursuites en décembre 2020 par lequel il avait reconnu formellement que Société Générale avait rempli ses obligations découlant de la convention judiciaire d'intérêt public.

**ANALYSES**

* La croissance ralentit et l’inflation n’en finit plus de grimper sous l’effet d’un choc énergétique sévère en cette fin d’année 2021. Les banques centrales commencent à retirer leurs stimuli monétaires et pronostiquent des hausses de taux prochaines. Le spectre de la stagflation ressurgit et défie la politique économique.

" Celle-ci devra ainsi procéder avec encore plus de finesse que lors des crises passées, en continuant de recourir à la dépense publique et au soutien des banques centrales pour préserver le cycle économique ", souligne l'Union Bancaire Privée dans ses dernières perspectives d'investissement.

Selon la banque privée suisse, la croissance mondiale devrait s'établir autour de 4% en 2022, après un net rebond observé en 2021, à près de 6%.

" La majeure partie des économies ont comblé la perte d'activité occasionnée par la pandémie, et les PIB sont en passe de retrouver, voire de dépasser, les niveaux atteints en 2019 ", note l'UBP.

**L’AGENDA DU 6 décembre 2021**

**8h00 en Allemagne**

Commandes à l'industrie d'octobre

**10h30 en zone euro**

Indice Sentix de la confiance des investisseurs de décembre